

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1579

Rubrik: Impressum

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour un Etat plus efficace

Un lecteur conteste l'analyse proposée par l'article *La gauche ne doit pas tirer sur l'ambulance* paru dans *DP* n° 1577.

Domaine Public prône la tactique du cordon sanitaire : s'unir contre une UDC devenue «infréquentable».

«Pour bâtir une Suisse moderne, progressiste et ouverte au monde, la gauche a besoin de partenaires [...]». Magnifique optimisme! la gauche en Suisse n'aurait ainsi besoin que de trouver le bon partenaire pour atteindre cet ambitieux objectif. Ses propres tendances réactionnaires, corporatrices et frileuses ont ainsi disparu par la grâce du 19 octobre. Il y aurait pourtant place pour un exposé moins emphatique et donc plus adéquat: comment la gauche voit-elle l'évolution de l'Etat? Seulement en «plus d'Etat» par opposition au «moins d'Etat» de l'UDC? Ou

existe-t-il encore un courant, qui aurait alors raison de revendiquer le qualificatif de moderne, vers le «mieux d'Etat»? Un Etat moins gourmand, plus efficace, qui sait renoncer autant que prodiguer soutien aux plus faibles (et seulement de ceux-ci) et arbitre pour le reste d'une société en marche. Un vrai thème où le côté réducteur du «moins d'Etat» pourrait être mis au défi.

Réformer l'administration publique

Encore faut-il être prêt à remettre en question le fonctionnement actuel de l'administration. A aborder le statut de la fonction publique sans crispation. De même que la question de l'autorité au sein de cette même administration: rôle,

responsabilité, compétence et pouvoir de l'encadrement. Autant de thèmes que seule la gauche, réel représentant de la fonction publique au niveau politique, peut aborder avec succès.

A vouloir confiner l'UDC à son versant «la Suisse versus le monde» on omet le constant credo anti-étatique. Or ce deuxième élément a certainement contribué tout autant à la progression des agrariens.

Fermer les yeux sur la nécessaire réforme de l'Etat, et viser un regroupement frileux vers un centre affaibli, n'aidera certainement pas le parti socialiste à assumer un incontournable leadership lors de la prochaine législature.

Benoît Genecand, Genève

Santé au travail

Marc Oltramare, un pionnier

On trouve le nom du Docteur Marc Oltramare, disparu récemment à Genève, dans les mémoires de Jules Humbert-Droz et dans l'œuvre de Pierre Jeanneret consacrée à son grand-père. La raison est simple: Marc Oltramare a eu un itinéraire politique à gauche. Jeune médecin, il a participé en 1944 à la première mission de la Centrale sanitaire suisse en Yougoslavie libérée par Tito et ses partisans. En 1965, il a fondé avec quelques médecins l'Aide au Vietnam, section de la Centrale sanitaire suisse (CSS) fondée en 1937 par plusieurs médecins et personnalités suisses, parmi lesquels Hans Von Fischer de Zuri-

ch et Ernest Jaeggy de Lausanne, qui s'était un peu assoupi. D'autres fronts de lutte pour la santé ont été ensuite ouverts. Ses amis l'ont rappelé. Mais Marc Oltramare a aussi lutté pour la santé au travail. Médecin du travail, il l'a été au plein sens du mot alors que la spécialité n'était pas encore admise. Il a été médecin d'usine à Genève et a lutté pour faire reconnaître cette spécialité dans notre pays. C'est évidemment difficile car lié à des coûts que l'économie préfère éviter. Et pourtant la prévention évite des dépenses ultérieures qui se reflètent dans l'évolution des primes de l'assurance maladie et les déficits de l'AI. La nécessité d'une sur-

veillance particulière par le médecin d'usine de plusieurs catégories de travailleurs dont, par exemple les cadres, les travailleurs âgés et les alcooliques lui était connue. Marc Oltramare est l'auteur de publications et a été le rapporteur d'une étude sur la médecine du travail pour un congrès du syndicat SSP/VPOD. Qui les connaît et évitera qu'elles soient oubliées? Précisons encore que Marc Oltramare était le fils d'André Oltramare (1884-1947) qui fut professeur à l'Université de Genève, conseiller d'Etat et conseiller national socialiste et le frère d'Ariane Schmitt, consommatrice militante. Il laisse une veuve et deux fils. *cfp*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Daniel Delley (jd)
Alex Dépraz (ad)
Carole Faes (cf)
André Gavillet (ag)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Anne Rivier
Jean-Christophe Schwaab

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Presses Centrales Lausanne SA

Abonnement annuel: 100 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
@abonnement e-mail: 80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch

www.domainepublic.ch